

les pays de l'Europe de l'Ouest pourraient suivre son exemple, et que l'initiative du Canada pourrait affaiblir gravement l'OTAN en provoquant une réaction en chaîne ou en ayant l'effet d'un catalyseur.

Les tenants de cette thèse, qui craignent de voir les États-Unis se retirer d'Europe, attachent une importance toute particulière à la présence permanente de nombreuses troupes américaines sur le continent européen. Cette présence est nécessaire en partie afin d'assurer aux Européens que les États-Unis, désormais vulnérables aux attaques nucléaires soviétiques, n'hésiteraient pas à recourir à tous les moyens nécessaires pour dissuader les Russes d'attaquer l'Europe occidentale. Selon plusieurs témoins, l'Europe occidentale, si elle était privée de l'appui des États-Unis, devrait, étant donné sa situation géographique, accepter dans une certaine mesure d'être subordonnée politiquement à la Russie. D'après les tenants de cette thèse, il est à craindre que si le Canada retirait ses troupes d'Europe, cet exemple ne servirait d'argument aux groupements politiques qui font pression sur le gouvernement des États-Unis pour l'amener à adopter une mesure semblable.

Ceux qui craignent un effet « catalytique » en Europe prévoient deux possibilités: 1° certains pays d'Europe en proie à des difficultés budgétaires pourraient suivre l'exemple du Canada; 2° l'Allemagne pourrait juger nécessaire de remplacer des troupes ayant été retirées, ce qui entraînerait, de sa part, une plus grande participation militaire à l'Alliance, participation qui est déjà relativement élevée. Plusieurs témoins ont parlé du choc que produirait un tel geste de la part du Canada; étant donné que le Canada jouit d'une grande réputation de sérieux et de bon jugement, son exemple influencerait d'autres pays.

En Europe, quelques témoins ont invoqué l'effet psychologique qu'une telle action de la part du Canada produirait sur la Russie. On a affirmé que si un autre pays envoyait en Europe des troupes équivalentes à celles qu'aurait retirées le Canada, de sorte que la puissance militaire de l'OTAN ne fût pas modifiée, la force de dissuasion de l'OTAN vis-à-vis de la Russie s'en trouverait quand même diminuée.

Le Comité admet qu'il est difficile de se prononcer catégoriquement sur cette question. Toutefois, il estime que, selon la façon ou le moment dont cette mesure serait prise, le retrait des forces canadiennes pourrait être suivi de certains ou de l'ensemble des effets défavorables mentionnés ci-dessus.

*Serait-il possible de maintenir les forces actuelles au Canada, tout en les réservant au service en Europe?*

On s'est demandé si le Canada devrait retirer ses troupes d'Europe mais les maintenir au Canada dans l'état où elles sont actuellement, pour qu'elles puissent être envoyées en Europe en cas d'urgence.

Le Comité a eu amplement l'occasion d'examiner cette proposition. Il s'est rendu compte que cette façon d'agir réduirait l'efficacité du programme d'instruction, qu'elle exigerait des réserves de matériel lourd en Europe, qu'elle entraînerait des dépenses supplémentaires considérables au chapitre du transport aérien, qu'elle ne permettrait pas de réaliser des économies importantes en frais d'exploitation, que l'utilité militaire des troupes ainsi maintenues serait incertaine en temps de crise et que leur retour en Europe pourrait être considéré comme une provocation; et que, par conséquent, les autres membres de l'OTAN accorderaient beaucoup moins d'importance à cet apport du Canada. Le Comité conclut donc qu'il n'y aurait aucun avantage à faire revenir au Canada nos troupes qui sont actuellement en Europe et à les entretenir au pays en vue de servir outre-mer en cas d'urgence.